

## **PV réunion 22/06/05 : Coordination d'associations liégeoises pour un NON de gauche au TCE**

1. Point sur les 2 activités organisées en mai (conférence au CPCR et rassemblement devant le Consulat de France)

La mobilisation faite rapidement et sans grands moyens a été bonne. Il faut toutefois noter pour l'action (pourtant très visuelle et très réussie) devant le consulat de France (voir sur : [http://liege.indymedia.org/archives/display\\_by\\_id.php?feature\\_id=154](http://liege.indymedia.org/archives/display_by_id.php?feature_id=154)) une très faible présence de la presse malgré le fait qu'elle ait été largement informée. On avance quelques pistes explicatives (heure? la presse déjà là le matin ?...)

2. Point de la situation : le TCE en Europe et en Belgique

Les référendum dans les pays où le « non » avait le vent en poupe sont reportés sine die (à l'exception notable du Luxembourg, pays le plus riche des 25, où le « non » ne cesse de grimper dans les sondages malgré la popularité du premier ministre). Par contre, là où cela semble passer pour le « oui » (en particulier lorsqu'il y a ratification par la voie parlementaire), le processus continue. Il faut dès lors se méfier de l'expression « constitution mise au frigo » et demeurer mobilisés et vigilants.

L'analyse quasi infamante faite par la presse (belge entre autre) du « non », souvent réduit à un vote de rejet de l'Europe, est très préoccupante. La victoire ne semble pas avoir ouvert de nouvelles portes. L'analyse de la victoire du « non » a été tout comme le débat grandement tronquée. Plusieurs insistent sur la nécessité de centrer (recentrer) le débat sur le black-out de la presse et sur le dénis démocratique (vote en catimini) en cours.

En Belgique, gouvernements bruxellois et germanophone se sont déjà prononcés en faveur du TCE. Les gouvernements wallons et flamands doivent encore le faire. Actuellement, seule une députée ECOLO bruxelloise a voté « non » ([Celine.delforge@ecolo.be](mailto:Celine.delforge@ecolo.be) si vous voulez la féliciter). Il y a également eu deux abstentions (Pierre Galand sénateur PS et Zoé Genot députée fédérale ECOLO). Une lettre circule (peut-être à reformuler) afin de témoigner notre soutien à Bernard Wesphael dans son combat pour le non au TCE mais aussi afin de conforter dans son choix de voter « non » et pas simplement s'abstenir.

Au niveau de la FGTB, en dépit de la parution récente d'une brochure sur le sujet, on sent clairement une volonté de « passer à autre chose », volonté qui semblerait quelque peu acceptée par le CGSP. Plusieurs personnes se demandent pourquoi la CGSP, au-delà des prises de positions courageuses de ses dirigeants, n'a jamais tenté une mobilisation massive (de sa base) le week-end plutôt qu'en semaine. Dans le même temps, la volonté de travailler avec le syndicat (et en particulier avec sa base) est clairement réaffirmée.

### 3. Actions en cours et actions futures

La défense des NON massifs français et néerlandais doit orienter notre action. Il faut faire en sorte que ces victoires soient perçues comme un acquis par les populations. Ces victoires ont permis de libérer un certain espace au départ duquel on peut s'appuyer pour relancer les mobilisations. Mais, ayant constaté que les bureaucraties européennes vont continuer à essayer de dénaturer le contenu du NON et tenteront avec une très grande flexibilité tactique de postposer les échéances en l'attente de « meilleurs vents », il est essentiel que nous restions vigilants et actifs afin de « maintenir la braise allumée », en mettant en relief chaque nouveau pas des élites européennes dans un sens néo-libéral (nouvelles directives, montrer leur lien avec les propositions des organisations patronales les précédant...), comme la preuve du véritable sens de la philosophie qui les anime et dont le projet de traité constitutionnel est l'exemple le plus net.

On prend connaissance des grandes lignes de la déclaration des Attac Europe : « Pour une refondation démocratique de l'Europe » (« plan A : des actions et des mobilisations contre les politiques libérales européennes ; plan B : pour des institutions européennes réellement démocratiques ; Plan C : pour une autre Europe possible » - Consultez le texte : <http://www.france.attac.org/a5190> ).

Il est important de ne pas trop nous disperser. Nous aimeraisons que l'une ou l'autre des propositions suivantes soient reprises par la plate-forme nationale :

- Pétitions électroniques:

La pétition pour une information impartiale a été signée par plus de 220 personnes. Nous aimeraisons atteindre les 500 signatures. Appel est fait à toutes les associations/organisations pour la diffuser. Petit problème : en dépit d'un envoi vers plus de 100 journalistes (et en particulier à la RTBF), quasi aucun n'a signé ce texte contrairement à ce qui s'est produit en France. Appel est fait pour que nous contactions personnellement nos connaissances journalistes afin de sonder leur position et afin de tenter de les inciter à signer. Une possible réorganisation de la liste des signataires a été évoquée. Il serait intéressant d'inverser l'ordre des signataires (afin que les derniers signataires apparaissent en premier lieu). Il serait aussi peut-être utile de mettre en avant celles et ceux liés à la profession. On se renseignera pour voir ce qui est techniquement possible.

La pétition sur le financement par l'Etat d'une campagne de “propagande” en faveur du TCE a été proposée sans succès au Soir. On va refaire une tentative (sans grand espoir) aujourd’hui que plus de 100 personnes l'ont contresignée.

Contact va être pris avec G. Debuinne afin de voir si nous pouvons d'une façon ou d'une autre soutenir l'initiative de pétition lancée en Flandre.

- Contact va être pris par avec trois juristes progressistes afin de voir s'il est possible de mener symboliquement une action judiciaire contre le financement par l'Etat de la campagne (mensongère) en faveur du TCE.
- Le document (tract avec volets pour la presse, les élus et les syndicats) réalisé pour le rassemblement devant le Consulat est bon mais a été sous-exploité. Deux camarades se proposent de le retravailler quelque peu au regard des événements actuels afin de pouvoir le réutiliser dans les mobilisations futures.
- C'est ce 29 juin (entre 16h et 17h, les débats – limités aux seuls présidents de groupe, "démocratie" oblige –, commençant à 14h30) qu'aura lieu le vote au Parlement wallon du TCE. Décision est prise de reconduire l'action "citoyens bâillonnés, démocratie en danger" à cette occasion. **On cherche de toute urgence des personnes qui accepteraient d'y participer.** Information/inscription: 0477/20.29.53.
- Le 10 juillet aura lieu le référendum au Luxembourg. Contact va être pris cette semaine avec des connaissances syndicalistes et de la gauche luxembourgeoise afin de voir s'il serait symboliquement utile que nous mobilisions quelques personnes (ou un car) pour montrer le caractère européen du « non ». Si ATTAC ou l'un d'entre vous a des contacts, cela peut aussi bien évidemment être utile de les activer.  
<http://www.constitution.lu/>
- On va produire quelques milliers d'autocollants "très simples" afin de dénoncer en quelques mots certains aspects du TCE. Trois camarades s'occupent du contenu et un quatrième s'occupe de l'impression et a priori du financement.

Idées en gestation pour le plus long terme :

- Volonté de relayer l'appel pour la mise en place d'une constituante, ce qui obligerait les organisations politiques à se repositionner. Celui-ci est toutefois un outil « pour les personnes déjà informées » (Voir « appel des 200 »).
- Le manque d'information (des belges en particulier) demeure un énorme point noir. Il s'agit dès-lors de réfléchir dès la rentrée à l'organisation de séances de débat et d'information sur « Quelle Europe voulons-nous ? » et donc aussi « Quelle constitution refusons-nous ? » dans tous les lieux (associations, syndicats, comités de quartier,...) auxquels nous avons accès. L'idée d'une nouvelle grande conférence un peu après l'université d'ATTAC (début octobre par exemple) avec une figure du « non » français est lancée. On insiste sur l'idée de tenter de coupler, chaque fois que cela est possible, le refus à cette Constitution et des objectifs concrets touchant la population, mobilisateurs, faciles à atteindre.
- Il faut déjà réfléchir à la mobilisation pour la manifestation prévue à Bruxelles en décembre 2005